

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 29 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

Zone de CADREAN
44550 Montoir-De-Bretagne

Référence : N5-2026-0124
Code AIOT : 0006305121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Zone de Cadréan 44550 Montoir-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- Zone de Cadréan 44550 Montoir-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006305121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'AIRBUS ATLANTIC à Montoir de Bretagne a une activité d'assemblage, d'équipement et d'essais des fuselages avant et centraux d'AIRBUS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Désenfumage – ICPE 2560	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Eaux usées industrielles	AP Complémentaire du 27/09/2011, article 1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Émissions de Chrome VI	AP Complémentaire du 29/10/2014, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Efficacité des filtres des cabines d'application de peinture	Règlement européen du 18/12/2006, articles 60-§9.d et f	Demande d'action corrective	1 mois
5	Situation administrative	AP Complémentaire du 27/09/2011, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Plan de gestion de solvants	AP Complémentaire du 29/10/2014, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Désenfumage – ICPE 2560

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 16/01/2025 :</u> <p>Dans son courrier en réponse du 20 février 2024, l'exploitant a indiqué que les conclusions de l'étude relative aux surfaces utiles d'évacuation (SUE) de désenfumage seront communiquées et un avis du SDIS sera sollicité quant à l'acceptabilité de la situation.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les conclusions de l'étude finalisée.</p> <p>Les bâtiments recevant des activités de travail mécanique des métaux sont les bâtiments G38, G75 et G77.</p> <p>Pour le bâtiment G38, la SUE est actuellement égale à 1,67 % de la surface totale du bâtiment. L'exploitant a d'ores et déjà entrepris des travaux afin de ramener celle-ci à 2%.</p> <p>Concernant le bâtiment G77, celle-ci est égale à 1,04 % et un avis du SDIS sera sollicité.</p> <p>Concernant le bâtiment G75, la SUE est égale à 0,3 % de la surface bâimentaire.</p> <p>Pour ce dernier, la surface utile de désenfumage est susceptible d'être également en non-conformité avec le code du travail. Par conséquent, un avis de l'inspection du travail en plus de l'avis du SDIS devra être sollicité.</p> <p>→ L'exploitant sollicite un avis du SDIS sur l'acceptabilité des surfaces utiles d'évacuation (SUE) dont le ratio est compris entre 1 et 2 % de la surface du bâtiment.</p> <p>Pour le bâtiment dont la SUE est inférieure à 1%, il sollicite également un avis de l'inspection du travail sur l'acceptabilité de cette situation.</p>
Constats :

Dans son courrier en réponse du 8 avril 2025, l'exploitant annonçait rencontrer le SDIS au cours du 1^{er} semestre.

Le jour de l'inspection, il a précisé :

- pour le bâtiment G38, avoir porté la surface utile d'évacuation à 2%, sans pouvoir le justifier ;
- pour le bâtiment G77, celui-ci ne réalise finalement pas d'activité ICPE. Seules des formations aux nouveaux opérateurs sont effectuées. La SUE de 1 % est conforme au code du travail ;
- pour le bâtiment G75, la SUE a été portée à 0,62%. Une étude est en cours pour prendre en compte les ouvertures des portes sectionnelles, ce qui porterait cette valeur à 1,3%.

En parallèle, une étude technico-économique a été réalisée pour porter cette valeur à 2%. L'exploitant précise que le coût de 255 k€ est difficilement supportable par l'entreprise, d'autant plus sur une toiture datant de 1939 qui n'est structurellement pas en capacité, actuellement, de porter la surcharge d'installations des lanterneaux complémentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées. Notamment, le plan de masse du bâtiment G38, pour lequel la SUE a été portée à 2%. Pour les autres bâtiments, il transmet l'avis du SDIS qu'il a obtenu suite à leur visite du 1^{er} semestre 2025.

Pour le bâtiment G75 spécifiquement, une dérogation doit être sollicitée au moyen d'un Porter à Connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Eaux usées industrielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2011, article 1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Inspection du 16/01/2025 :

Dans son courrier en réponse du 22/02/2024, l'exploitant a indiqué être en attente d'un retour de la CARENE suite au courrier sollicitant une révision de la convention de rejet transmis le 16/05/2023.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un contact existe avec la CARENE mais que la date de rendez-vous, relatif à la mise à jour de la convention de rejet, a dû être déplacée plusieurs fois sur l'année 2024.

Il a précisé qu'un accord oral aurait été signifié pour mettre à jour la convention de rejet afin d'augmenter le débit de rejet du site (sans modifier les flux).

Plusieurs dépassements ont été constatés en 2024 sur les débits de rejet. Par échantillonnage, celui relatif au dépassement de juin 2024 a été approfondi et analysé. Il en ressort que les valeurs limites d'émission en flux sont cependant respectées.

→ L'exploitant obtient une réponse écrite de la CARENE à sa sollicitation de mise à jour de la convention de rejet. Si la réponse est positive, il transmet à l'inspection des installations classées la nouvelle convention dès sa signature afin que l'arrêté du 27/09/2011 (art. 1.6) soit modifié.

Si la réponse est négative, il fournit un plan d'actions permettant de s'assurer du respect des normes de rejet prescrites par la convention.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 8 avril 2025, l'exploitant indiquait qu'en cas de réponse positive de la CARENE à la demande de mise à jour de la convention de rejet, il transmettrait la convention mise à jour pour actualisation de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2011.

Si la réponse s'avérait négative, il transmettrait un plan d'actions pour s'assurer du respect des normes prescrites.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé la suite positive donnée par la CARENE pour la mise à jour de la convention de rejet. Celle-ci est en cours de modification, notamment sur le volume journalier.

Il s'est engagé à transmettre un Porter à Connaissance, auquel sera annexée la convention de rejet actualisée, dès que celle-ci sera finalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant transmet, au moyen d'un Porter à Connaissance, la convention de rejet signée par toutes les parties afin que l'arrêté préfectoral du 27/09/2011, et notamment son article 1.6, soit modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Émission de Chrome VI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/10/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air

Prescription contrôlée :

Inspection du 16/01/2025 :

Dans son courrier en réponse du 22/02/2024, l'exploitant a transmis le rapport du 06/02/2024 relatif au contrôle des rejets atmosphériques réalisé par la société APAVE.

Plusieurs incohérences sont relevées au sein de ce rapport, et notamment :

- Tableau de synthèse qui renvoie des informations erronées sur les résultats disponibles dans les annexes ;

- Les émissions en chrome VI de plusieurs cabines (A, E, W et X) sont à 0, alors que les années précédentes une valeur était mise en évidence ;

- Compte-tenu des noms donnés aux prélèvements, il est possible que certains aient été permutés.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que des irrégularités ont été constatées dans le rapport. Il s'est engagé à se rapprocher de l'organisme de contrôle afin d'avoir des précisions sur ces éléments et les transmettre à l'inspection des installations classées.

Il s'est également engagé à analyser avec une attention particulière les futurs rapports, notamment celui de 2025 qu'il recevra dans les prochaines semaines.

→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport 2025 de contrôle des rejets atmosphériques dès réception de celui-ci. Il l'analyse, le commente et joint une conclusion sur la base des résultats.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 08/04/2025, l'exploitant a indiqué avoir organisé une réunion, le 11/02/2025, avec la société APAVE afin de remonter les incohérences identifiées dans les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'année 2023. Un engagement de l'APAVE de transmettre les rapports corrigés avait été fait à l'issue de cette réunion.

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets atmosphériques 2024 (rapport du 24/03/2025 pour des mesures réalisées en mai et septembre 2024) et 2025 (rapport du 08/12/2025 pour des mesures réalisées en juin et octobre 2025).

Ces rapports annoncent un flux global respectivement de 0,05 g/h et 0,03 g/h en Chrome VI, en conformité avec le flux maximal de 0,5 g/h.

Toutefois, il est important de préciser que l'ensemble des cabines n'a pu être contrôlé, compte-tenu du faible temps d'application quotidien et des process évoluant quasi quotidiennement, selon l'exploitant. Pour celles qui n'ont pas pu l'être, l'exploitant a indiqué qu'une campagne de "rattrapage" est organisée mi-janvier 2026.

L'inspection des installations classées a rappelé la nécessité de procéder au contrôle des rejets atmosphériques de l'ensemble des cabines d'application de peintures annuellement, d'autant plus celles mettant en œuvre des peintures chromatées.

Au sein des rapports, il est constaté que plusieurs alvéoles indiquent des valeurs d'émission à 0, ce qui peut poser question en premier lieu.

La visite des alvéoles permet de comprendre ce résultat. En effet, au sein des alvéoles ce sont des retouches de quelques cm² qui sont effectuées sur de courtes périodes de temps, dans un volume filtré de plusieurs centaines de m³.

En complément, un contrôle inopiné a été réalisé le 05/12/2025. Celui-ci ne met pas en évidence de non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant s'assure que l'ensemble des cabines d'application de peintures fait l'objet d'un contrôle des rejets atmosphériques annuellement.

Pour les cabines qui font l'objet d'un « rattrapage » mi-janvier 2026, l'exploitant transmet le rapport à l'inspection des installations classées dès réception. Celui-ci est commenté et un plan d'actions est joint si des non-conformités sont constatées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Efficacité des filtres des cabines d'application de peinture

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 60-§9.d et f

Thème(s) : Produits chimiques, Décision d'autorisation

Prescription contrôlée :

Inspection du 16/01/2025 :

Concernant les scénarios « environnementaux », les mesures de gestion des risques du CSR et du résumé succinct prescrivent une réduction des émissions dans l'air d'une efficacité d'au moins 99%.

L'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer, mesures des efficacités de filtration sur toute la durée de vie des filtres, un abattement des rejets de chrome VI de 99 % minimum.

L'exploitant s'est engagé à faire réaliser les campagnes de mesures d'efficacité des 10 cabines mettant en œuvre des chromates. Il précise, cependant, que compte-tenu de la technicité de ce contrôle et de sa mise en œuvre, cette campagne sera échelonnée sur plusieurs années pour l'ensemble des cabines.

→ L'exploitant fait réaliser des mesures d'efficacité de filtration de l'ensemble des cabines mettant en œuvre des peintures chromatées.

Ces mesures doivent démontrer une efficacité de filtration supérieure à 99 % sur toute la durée de vie des filtres. Le cas échéant, des actions sont entreprises, notamment par la mise en place d'étages de filtration complémentaires, afin de garantir une efficacité en adéquation avec l'autorisation REACH.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 08/04/2025, l'exploitant a confirmé la mise en place d'un plan pluriannuel pour l'organisation des campagnes de mesure de l'efficacité de filtration des cabines d'application de peintures chromatées.

<p>Le plan d'actions a été transmis à l'inspection le 07/11/2025. Celui-ci prévoit un contrôle des 15 cabines impliquées sur 3 ans, soit 5 cabines par an.</p> <p>L'exploitant indique que le retard pris pour le lancement des campagnes est dû à une volonté du Groupe AIRBUS de réduire à la source les émissions au préalable. Notamment, il précisait que le PAC33 a été supprimé en pulvérisation, que l'application du P60 est réalisé via un process "basse-émission" et le temps de pulvérisation du P60 a été fortement réduit, car une seule zone est peinte en série. Pour toutes les autres applications, celles-ci sont réalisées au pinceau ou à la brosse.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que la nécessité de s'assurer du respect de la réglementation REACH (notamment abattement de 99 % des émissions de chrome VI) n'est pas exclusive à la réduction à la source des émissions. Il est donc nécessaire de procéder à ces campagnes selon le calendrier donné, compte-tenu des contraintes organisationnelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant fait réaliser des mesures d'efficacité de filtration de l'ensemble des cabines mettant en œuvre des peintures chromatées.</p> <p>Ces mesures doivent démontrer une efficacité de filtration des filtres supérieure à 99 % sur toute leur durée de vie. Notamment, il est nécessaire d'avoir plusieurs mesures sur toute la durée de vie (t0, t50 % et t100%).</p> <p>En cas de non-conformité constatée, des actions sont entreprises, notamment par la mise en place d'étages de filtration complémentaires afin de garantir l'abattement prévu par la réglementation REACH.</p> <p>Les rapports sont transmis, commentés, dès réception à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2011, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La dernière mise à jour de la situation administrative de l'établissement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire date de 2011.</p> <p>Depuis, de nombreuses modifications non substantielles ont été actées par voie de donner acte.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les évolutions successives du site ont été actées par voie de donner acte, celles-ci ne nécessitant pas de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié.</p> <p>Toutefois, la dernière mise à jour remonte à 2011 et nécessite d'avoir une situation actualisée version 2026.</p> <p>Cette modification sera susceptible de reprendre les différentes évolutions actées depuis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant dépose, sous la forme d'un Porter à Connaissance, une actualisation du tableau de classement de son site. Les grandeurs caractéristiques de chacune des rubriques doit être spécifié au détail de chaque bâtiment. Un plan devra également être fourni.</p> <p>Cette actualisation sera reprise dans un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/10/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation de solvants
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de COV tel que défini par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000. Ce schéma permet d'atteindre une valeur limite maximale de rejets de 60 t/an (à iso production 1998 = tonnage produit sur le site en 1998 soit 2642 tonnes) :</p> <p>Emission annuelle totale de COV année n * (tonnage produit en 1998 / tonnage produit année n) < 60 tonnes</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Dans ce plan, l'exploitant inventorie les différents solvants utilisés en précisant pour chacun d'eux la nature chimique et les caractéristiques en termes de nocivité ou de toxicité. Ce plan comporte en particulier une évaluation des quantités de COV émises à l'atmosphère.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter le Plan de Gestion de solvants établi au titre de l'année 2025, celui-ci n'étant pas encore finalisé.</p> <p>Il a pu cependant préciser que les actions de réduction des consommations se sont pérennisées. Notamment, le produit destiné à remplacer le DIESTONE DLS, représentant une baisse de consommation de COV de l'ordre de 20%, est en cours de qualification. Si la substitution se confirme, le remplacement devrait intervenir au cours du 1^{er} semestre 2026.</p> <p>En complément, un nouveau packaging a été mis en place, permettant de réduire les émissions diffuses de COV au sein des postes de travail de l'ordre de 15 à 30 % en fonction des postes.</p> <p>Par ailleurs, au droit des cabines, le nettoyage des pistolets a été modifié. Initialement, 13 L de DIESTONE étaient mis en œuvre pour un cycle de nettoyage. Celui-ci a été remplacé par un mélange de 8 L de DIESTONE et 8 L d'eau.</p> <p>Enfin, la suppression des fontaines "libre-service" de DIESTONE a été enclenchée. Actuellement 18 des 40 fontaines ont été supprimées. Les autres devraient être supprimées au cours de l'année 2026 et 2027.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le PGS 2025 dès sa finalisation. Celui-ci devra présenter la consommation globale de solvants, ainsi que les émissions ramenées à iso-production 1998.</p> <p>Il précise également les évolutions de consommation de COV "par pièce produite" depuis 2015 (année de référence pour la politique environnementale du site).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois